



Cellule d'analyse européenne

Proposition de RÈGLEMENT
établissant des mesures relatives au marché unique européen des communications
électroniques
COM(2013)627

Résumé: Par cette proposition de règlement, la Commission européenne entend achever le « marché unique des télécommunications » et promouvoir l'accès au haut débit pour tous les Européens. Lorsqu'une autorisation est accordée à un opérateur de communications électroniques dans un État membre, celle-ci doit également être valable dans les autres États membres. Le projet prévoit des incitants visant à encourager les opérateurs à fournir des services d'itinérance aux prix nationaux.

1. Contexte

Les barrières à l'entrée sur le marché des communications électroniques empêchent la réalisation des avantages que présenteraient des services transeuropéens¹. Le territoire des États-Unis et de la Chine, respectivement dotés d'un marché unique de 330 et de 1 400 millions de clients, est desservi par quatre à cinq grands opérateurs et est soumis à une seule législation, à un seul système d'octroi des licences et à une seule politique en matière de spectre radioélectrique.

Le Conseil européen du printemps 2013 a souligné l'importance du marché unique du numérique pour la croissance. Un marché unique des télécommunications pourrait assurer une croissance permanente du PIB (base: 2010) de 0,9 % (soit 110 milliards d'euros/an).

Dans le cadre de la « Stratégie numérique pour l'Europe », la Commission européenne a développé des initiatives qui promeuvent l'accès au haut débit pour tous les Européens. Les

¹ Les pouvoirs publics ne devraient pas créer ou maintenir d'obstacles à l'achat transfrontalier de services de communications électroniques. Les fournisseurs de communications électroniques au public ne devraient ni refuser ni restreindre l'accès, ni établir une discrimination à l'encontre des utilisateurs finaux fondée sur la nationalité ou l'État membre de résidence de ces derniers.

initiatives dans le domaine du « marché unique du numérique », de la protection des données numériques et de la promotion de la cybersécurité méritent également d'être mentionnées.

Cette proposition de règlement s'appuie sur les principales directives de 2002 régissant la fourniture de communications électroniques et les approfondit en introduisant des dispositions législatives directement applicables.

2. Contenu

Les lignes directrices de la proposition de règlement peuvent être résumées comme suit:

	Teneur	Commentaire
1	Objectif: réaliser le marché unique de la communication électronique, sans restrictions transfrontalières ou coûts supplémentaires.	Les citoyens et les entreprises se voient offrir un accès aux services de communication électroniques dans toute l'Union. Les fournisseurs de communications électroniques peuvent fournir leurs services indépendamment de leur lieu d'établissement ou de la situation géographique de leurs clients dans l'Union européenne.
2	Harmonisation par le biais d'une autorisation européenne accordée aux fournisseurs de communications électroniques	Une autorisation accordée à un exploitant dans un État membre doit être valable dans tous les États membres. Toutes les questions liées à l'autorisation doivent pouvoir être traitées par une instance unique compétente à cet effet (l'autorité de surveillance du pays dans lequel l'enregistrement a eu lieu).
3	Harmonisation de la politique en matière de spectre	Les opérateurs de réseau mobile se voient garantir des conditions prévisibles en matière d'assignation de radiofréquences et des calendriers coordonnés concernant l'accès au spectre pour le haut débit sans fil dans l'ensemble de l'UE.
4	Réduction des frais d'itinérance	Le règlement prévoit des incitations visant à encourager les opérateurs à fournir des services d'itinérance aux prix nationaux (date prévue: 1/7/2016).
5	Renforcement des droits des utilisateurs finaux	Les contrats doivent être établis dans un langage clair. Il faut fournir davantage d'informations comparables (par le biais de sites internet interactifs proposant une comparaison des prix, par exemple), et les possibilités de changer de fournisseur ou de conclure un autre contrat doivent être étendues.
6	Neutralité de l'internet	Les fournisseurs doivent garantir une connexion sans restriction à tous les contenus, applications ou services accessibles aux utilisateurs finaux.
7	Entrée en vigueur	Le règlement entre en vigueur le 1 ^{er} juillet 2014, à l'exception de plusieurs articles afférents à la protection des utilisateurs finaux, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1 ^{er} juillet 2016.

3. Cadre juridique européen :

L'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui a trait à l'établissement et au fonctionnement du marché intérieur.

4. Cadre juridique interne belge

Normalement, lorsqu'un règlement est adopté, il est immédiatement applicable dans l'ordre juridique interne sans qu'une transposition soit requise.

Toutefois, cette proposition de règlement tend également à modifier un certain nombre de directives qui ont été transposées en droit belge par la « loi relative aux communications électroniques » du 13 juin 2005, et elle interfère en outre avec certaines dispositions du droit de la consommation, si bien qu'il y aura lieu d'adapter (jusqu'à un certain point) la législation interne.

5. Suivi au sein des commissions compétentes de la Chambre:

- Commission de l'Infrastructure :
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les Questions européennes.

6. Suivi auprès des instances fédérales

- SPF Économie.

7. Subsidiarité et proportionnalité :

Selon la Commission européenne, le principe de subsidiarité a été respecté, dès lors que l'intervention de l'UE vise exclusivement la levée de certaines entraves au fonctionnement du marché unique.

Projet d'avis sur la subsidiarité et la proportionnalité :

- *sur la subsidiarité : avis positif*

Seules des mesures européennes peuvent combattre la fragmentation en créant un mécanisme d'autorisation au niveau de l'UE. Seule une proposition européenne peut permettre de poursuivre l'achèvement du marché intérieur de la communication électronique en harmonisant la régulation du marché et en abaissant les tarifs de l'itinérance (*roaming*).

- *sur la proportionnalité : avis globalement positif*

Le mécanisme d'autorisation unique UE associé à un contrôle par l'État membre d'origine en ce qui concerne le retrait et/ou la suspension d'une telle autorisation permet de faciliter l'enregistrement des opérateurs de l'UE. De plus, les États membres et les autorités de surveillance nationales continueront à être associés et conserveront leur pouvoir décisionnel en la matière.

Cette proposition entraînera, pour le consommateur, une diminution des coûts liés à l'itinérance.

À l'exception du parlement suédois, aucun parlement n'a formulé jusqu'à présent des objections en ce qui concerne la proportionnalité. Les objections formulées concernent le choix de l'instrument juridique, à savoir le règlement. Le parlement suédois estime que cette intervention va trop loin et que la Commission européenne peut tout aussi bien atteindre ces objectifs en adaptant le cadre législatif existant, à savoir les directives.

On pourrait en effet critiquer le choix de l'instrument juridique, à savoir un règlement, et se demander si une directive ne permettrait pas également de réaliser les objectifs visés.

La proposition contient aussi une série de délégations de compétences à la Commission européenne. On pourrait demander aux parties prenantes si ces délégations ne vont pas trop loin, et ne doivent pas être limitées le cas échéant.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 7 novembre 2013.

Les parlements nationaux peuvent transmettre leurs remarques à la Commission européenne dans le cadre du "dialogue politique" (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus:

Texte de la proposition de règlement

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130627.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – RÈGLEMENT – PROTECTION DU CONSOMMATEUR – RÉSEAU INFORMATIQUE - INNOVATION – INTERNET – FOURNITURE DE RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES - CONCURRENCE – TÉLÉCOMMUNICATION – LIBRE PRESTATION DE SERVICES
------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een **VERORDENING**
**tot vaststelling van maatregelen inzake de Europese interne markt voor elektronische
communicatie**

COM(2013)627

Samenvatting: Met deze ontwerpverordening wenst de Europese Commissie de "eengemaakte markt voor telecommunicatie" te voltooien en de toegang tot snelle breedband voor alle Europeanen te bevorderen. Als aan een exploitant van elektronische communicatie in één lidstaat een machtiging werd verleend, moet die in alle andere lidstaten ook gelden. Het ontwerp biedt stimuleringsmaatregelen voor aanbieders om roaming aan te bieden tegen het binnenlandse prijsniveau.

1. Context

Belemmeringen op de markt voor elektronische communicatie beperken de voordelen van grensoverschrijdende diensten binnen Europa¹. Op het grondgebied van de Verenigde Staten of China, die een eengemaakte markt van respectievelijk 330 en 1 400 miljoen klanten hebben, zijn vier tot vijf grote exploitanten actief, en daar geldt op het gebied van elektronische communicatie één stelsel van wetten, één machtigingstelsel en één spectrumbeleid.

De Europese Raad beklemtoonde in de voorjaarsraad 2013 dat de digitale ééngemaakte markt belangrijk is om groei te realiseren. Een eengemaakte telecommunicatiemarkt zou kunnen zorgen voor een permanente groei van het bbp (basis: 2010) van 0,9 % (d.w.z. 110 miljard euro/jaar).

De Europese Commissie heeft in het kader van de "Digitale agenda voor Europa" initiatieven uitgewerkt die de toegang tot snelle breedband voor alle Europeanen bevorderen. Tevens verdienen de initiatieven vermelding op het gebied van de "eengemaakte digitale markt", de digitale gegevensbescherming en de bevordering van de cyberveiligheid.

Deze ontwerpverordening bouwt voort op de voornaamste richtlijnen uit 2002 betreffende het aanbieden van elektronische communicatie en ondersteunt deze door het invoeren van rechtstreeks toepasselijke wettelijke bepalingen.

2. Inhoud

¹ Overheidsdiensten zouden geen belemmeringen voor grensoverschrijdende aanschaf van elektronische communicatiediensten mogen opwerpen of in stand houden. Aanbieders van elektronische communicatiediensten aan het publiek zouden eindgebruikers de toegang niet mogen ontfangen of beperken of hen discrimineren op grond van hun nationaliteit of lidstaat van verblijf.

De krachtlijnen van de ontwerpverordening kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Doel: de één gemaakte markt voor elektronische communicatie realiseren, zonder beperkingen vanwege grensoverschrijding of extra kosten.	Burgers en ondernemingen krijgen overal in de Unie toegang tot elektronische communicatiediensten. Elektronische communicatieaanbieders kunnen overal in de EU hun werkzaamheden uitvoeren, ongeacht hun eigen locatie of die van hun klanten.
2	Harmonisatie via EU-machtiging voor Europese elektronische communicatieaanbieders	Als aan een exploitant in één lidstaat een machtiging werd verleend, moet die in alle andere lidstaten ook gelden. Alle machtigingskwesties moeten kunnen worden afgehandeld bij één hiervoor bevoegde instantie (nl. de toezichthouder in het land van registratie).
3	Harmonisatie van spectrumbeleid	Mobiele aanbieders in de hele EU krijgen de waarborg van voorspelbare toewijzingsvoorwaarden en gecoördineerde tijdsschema's voor de toegang tot spectrum voor draadloze breedband.
4	Verlagen van de roamingkosten	De verordening biedt stimuleringsmaatregelen voor aanbieders om roaming aan te bieden tegen het binnenlandse prijsniveau (streefdatum: 1/7/2016).
5	Versterking van de rechten van eindgebruikers	contracten in heldere taal, met meer vergelijkbare informatie (o.a. interactieve websites met prijsvergelijking) en meer rechten om over te stappen op een andere provider of een ander contract.
6	Realiseren van netneutraliteit.	De aanbieders moeten zorgen voor een ongehinderde verbinding met alle inhoud, toepassingen of diensten die door de eindgebruikers worden gebruikt.
7	Inwerkingtreding	De verordening treedt in werking op 1 juli 2014, behoudens enkele artikelen die op de bescherming van eindgebruikers betrekking hebben. Deze treden in voege op 1 juli 2016.

3. Europees juridisch kader:

Artikel 114 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt.

4. Belgisch internrechtelijk kader:

Normaal gezien, is een verordening, wanneer die is aangenomen, rechtstreeks toepasselijk in de interne rechtsorde zonder dat omzetting vereist is.

Deze ontwerpverordening beoogt echter ook de wijziging van een aantal richtlijnen die door de “wet betreffende de elektronische communicatie” van 13 juni 2005 werden omgezet en interfereert met bepalingen van het consumentenrecht, zodat tot (op zekere hoogte) interne wetgeving zal moeten worden gewijzigd.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Infrastructuur;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Economie;

7. Subsidiariteit en proportionaliteit:

Volgens de Europese Commissie is het beginsel van de subsidiariteit in acht genomen omdat de interventie door de EU uitsluitend gericht is op het verwijderen van bepaalde belemmeringen voor de eengemaakte markt.

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

- *betreffende de subsidiariteit: positief*

Enkel Europese maatregelen kunnen de fragmentatie tegengaan door een EU-machtigingsmechanisme in het leven te roepen. Enkel een Europees voorstel kan de interne markt voor elektronische communicatie verder realiseren, waarbij de marktregulering wordt geharmoniseerd en de tarieven van roaming voor de consumenten worden verlaagd.

- *betreffende de proportionaliteit: globaal genomen, positief*

Doordat het EU-machtigingsmechanisme wordt gecombineerd met controle in het eigen land op het intrekken en/of opschorten van machtigingen, wordt de registratie van EU-aanbieders vergemakkelijkt en blijven lidstaten en nationale toezichthouders betrokken en beslissende partij.

Dit voorstel zal voor de consumenten lagere kosten op het gebied van roaming met zich meebrengen.

Op het Zweedse Parlement na, heeft geen enkel ander parlement tot heden bezwaren aangaande proportionaliteit geformuleerd. De bezwaren hebben betrekking op de keuze van het rechtsinstrument, nl. de verordening. Het Zweedse Parlement is van oordeel dat deze tussenkomst te verregaand is en de Europese Commissie evenzeer via aanpassingen in het bestaande wetgevend kader, nl. de richtlijnen, deze doelstellingen kan realiseren.

Men zou inderdaad kanttekeningen kunnen zetten bij de keuze voor het rechtsinstrument, nl. een verordening, en zich afvragen of een richtlijn niet evenzeer van aard zou zijn om de doelstellingen te bereiken.

Het voorstel bevat ook een aantal bevoegdheidsdelegaties aan de Europese Commissie. Men zou aan de stakeholders kunnen vragen of die delegaties niet te ver gaan, en desgevallend moeten beperkt worden.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 7 november 2013.

De nationale parlementen kunnen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerpverordening

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130627.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – VERORDENING – BESCHERMING VAN DE CONSUMENT - COMPUTERNETWERK - INNOVATIE – INTERNET – LEVERING VAN ELEKTRONISCHE COMMUNICATIENETWERKEN - MEDEDINGING – TELECOMMUNICATIE - VRIJHEID VAN DIENSTEN
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be